

Gens du voyage : une proposition de loi pour supprimer les titres de circulation

18.08.10 | 18h12 • Mis à jour le 19.08.10 | 06h53

Des députés socialistes veulent déposer une proposition de loi à la rentrée visant à supprimer les titres de circulation obligatoires pour les gens du voyage. *"Il ne doit pas y avoir de discrimination entre les citoyens français : la carte d'identité devrait suffire"*, explique au Monde.fr Pierre-Alain Muet, député PS du Rhône.

En vigueur depuis 1969, ces titres doivent être visés tous les trois mois à un an par les autorités, sous peine d'une forte amende. Ils sont aujourd'hui largement utilisés comme carte d'identité, bien qu'ils n'en aient pas la valeur officielle. La Halde et de nombreuses associations dénoncent le caractère discriminatoire de ce régime, qui soumet les gens du voyage à des procédures de contrôle régulières. Mais ces carnets leur permettent aussi de faire valoir leur condition pour accéder aux aires d'accueil qui leur sont réservées.

La Halde recommande de supprimer l'obligation de les faire viser tout en maintenant leur existence. Pierre-Alain Muet reconnaît que la suppression pure et simple est une question délicate : *"On voit bien qu'il peut être utile pour les gens du voyage d'avoir un carnet garantissant leurs droits, mais qui n'ait pas du tout la même fonction, choquante, de discrimination. C'est cette logique qu'il s'agit d'abroger."*

Suite aux premières recommandations de la Halde, datant de février 2009, le gouvernement a déclaré que *"les documents de circulation seront maintenus, mais ce maintien est assorti d'un réexamen des conditions dans lesquelles ces documents sont visés"*.

En mai, Pierre-Alain Muet s'était déjà prononcé, aux côtés du député PS Jean-Louis Touraine, pour la suppression des titres de circulation, lors de commémorations à Lyon de l'internement de 6 500 Tsiganes par les autorités françaises entre 1940 et 1946. *"Ça s'impose d'autant plus après les discours qu'on entend en ce moment, qui sont inacceptables"*, commente le député, qui espère obtenir du soutien du côté de la majorité. *"Certains députés de droite très attachés aux droits de l'homme pourraient être avec nous sur ce sujet"*, assure-t-il.